

L'ex-ministre Agnès Buzyn rejoint l'Organisation mondiale de la santé

Cette nomination marque une nouvelle étape dans la carrière de l'ancienne candidate à la mairie de Paris, médecin spécialiste des leucémies et de la greffe de moelle qui avait rejoint en mai 2017 le gouvernement d'Édouard Philippe.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 2 heures



Le siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève. *Diego Grandi / diegograndi - stock.adobe.com*

L'ancienne ministre française de la Santé Agnès Buzyn a confirmé mardi sa nomination à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève, où elle sera chargée du suivi des questions multilatérales.

« *Je vous confirme avoir rejoint le 4 janvier le cabinet du directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus* », a déclaré Agnès Buzyn à l'AFP, confirmant une information de *L'Opinion*. Contactée par l'AFP, l'agence onusienne basée à Genève n'était pas joignable dans l'immédiat pour préciser le rôle que sera amenée à jouer l'ex-ministre âgée de 58 ans.

Cette nomination marque une nouvelle étape dans la carrière d'Agnès Buzyn. Novice en politique, cette médecin spécialiste des leucémies et de la greffe de moelle, est inconnue du grand public lorsqu'elle est nommée en mai 2017 au sein du gouvernement d'Édouard Philippe.

En février 2020, au tout début de l'épidémie de coronavirus, elle quitte son poste pour remplacer au pied levé Benjamin Griveaux, candidat de la majorité à la mairie de Paris et éclaboussé par un scandale sexuel. À l'issue d'une campagne calamiteuse, l'ancienne ministre, qui confiait dans l'entre-deux tours des municipales avoir quitté son ministère « *en pleurant* », arrive troisième au second tour et doit se contenter d'un mandat de conseillère municipale dans le 17^e arrondissement de Paris.

Plus encore que son score décevant, ce sont des confidences publiées par *Le Monde* au surlendemain du premier tour qui ont signé sa disgrâce. Elle disait avoir voulu « *mettre fin à cette mascarade* » des élections avant leur tenue en raison de l'épidémie qui s'annonçait, expression qu'elle a ensuite regrettée.

En retrait depuis son échec électoral, celle qui a remis pendant plusieurs semaines sa blouse de médecin à l'hôpital Percy à Clamart ne s'est exprimée publiquement qu'à trois reprises : dans les colonnes du *Figaro* en mai pour dénoncer « *un emballement médiatique d'une violence inouïe, des propos complotistes, antisémites, sur les réseaux sociaux* ». Puis en juin et en septembre devant l'Assemblée nationale et le Sénat pour assurer notamment avoir alerté l'Élysée et Matignon « *autour du 11 janvier* » et avoir « *pressenti* » dès le 22 janvier la potentielle gravité de l'épidémie.

À VOIR AUSSI - Selon l'OMS, il faut se préparer à une pandémie « plus grave » que celle du Covid-19 dès maintenant